



# FORMULAIRE UNIQUE DE CANDIDATURE

A insérer dans le registre des candidatures

Avenue des Métallurgistes 7A/1  
1490 Court-Saint-Etienne

Numéro d'inscription

## VOLET A - A REMPLIR PAR LE DEMANDEUR

A.1. COORDONNEES ET COMPOSITION DE MENAGE			
CANDIDAT		CONJOINT OU COHABITANT (co-signataire du bail)	
Nom		Nom	
Prénom		Prénom	
Sexe	<input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin	Sexe	<input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin
Date et lieu de Naissance		Date et lieu de Naissance	
Etat Civil (1) :		Etat Civil (1) :	
Nationalité (2) :		Nationalité (2) :	
N° de Registre National / N° Registre des Etrangers	-----	N° de Registre National / N° Registre des Etrangers	-----
Profession	<input type="checkbox"/> Salarié <input type="checkbox"/> Chômeur <input type="checkbox"/> Pensionné <input type="checkbox"/> Revenu d'intégration <input type="checkbox"/> Autres	Profession	<input type="checkbox"/> Salarié <input type="checkbox"/> Chômeur <input type="checkbox"/> Pensionné <input type="checkbox"/> Revenu d'intégration <input type="checkbox"/> Autres
Handicapé	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non (ne mentionner oui que si l'handicap est reconnu par le Ministère des affaires sociales - "Vierge Noire")	Handicapé	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non (ne mentionner oui que si l'handicap est reconnu par le Ministère des affaires sociales - "Vierge Noire")
Téléphone / Gsm		Téléphone / Gsm	
Adresse email		Adresse email	
Adresse: Rue: 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 . N°: 0 0 0 .. CP: 0 0 0 .. Localité: 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 . Pays: 0 0 0 ..		Adresse: Rue: 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 . N°: 0 0 0 .. CP: 0 0 0 .. Localité: 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 . Pays: 0 0 0 ..	
Statut de propriété: Propriétaire: <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui Précisez: <input type="checkbox"/> Propriétaire à 100 % <input type="checkbox"/> En copropriété à 0 0 0 ..% <input type="checkbox"/> Usufruit Vente prévue le . . . / . . . / . . .		Statut de propriété: Propriétaire: <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui Précisez: <input type="checkbox"/> Propriétaire à 100 % <input type="checkbox"/> En copropriété à 0 0 0 ..% <input type="checkbox"/> Usufruit Vente prévue le . . . / . . . / . . .	

### Autres membres du ménage (ne plus reprendre le candidat et le conjoint / ou le cohabitant)

	Nom et prénom	Date De naissance	Sexe	Lien De parenté	N° national	Commune Du domicile	Handicapé
1				Enfant à charge			OUI (reconnu par le Ministère des affaires sociales)
	Profession(3):			Enfant en Hébergement Ascendant Autre			NON

	Nom et prénom	Date De naissance	Sexe	Lien De parenté	N° national	Commune Du domicile	Handicapé
2				Enfant à charge			OUI (reconnu par le Ministère des affaires sociales)
	Profession(3):			Enfant en Hébergement Ascendant Autre			NON

	Nom et prénom	Date De naissance	Sexe	Lien De parenté	N° national	Commune Du domicile	Handicapé
3				Enfant à charge			OUI (reconnu par le Ministère des affaires sociales)
	Profession(3):			Enfant en Hébergement			
				Ascendant			NON
				Autre			

	Nom et prénom	Date De naissance	Sexe	Lien De parenté	N° national	Commune Du domicile	Handicapé
4				Enfant à charge			OUI (reconnu par le Ministère des affaires sociales)
	Profession(3):			Enfant en Hébergement			
				Ascendant			NON
				Autre			

	Nom et prénom	Date De naissance	Sexe	Lien De parenté	N° national	Commune Du domicile	Handicapé
5				Enfant à charge			OUI (reconnu par le Ministère des affaires sociales)
	Profession(3):			Enfant en Hébergement			
				Ascendant			NON
				Autre			

	Nom et prénom	Date De naissance	Sexe	Lien De parenté	N° national	Commune Du domicile	Handicapé
6				Enfant à charge			OUI (reconnu par le Ministère des affaires sociales)
	Profession(3):			Enfant en Hébergement			
				Ascendant			NON
				Autre			

Pour les femmes enceintes :	Date prévue pour l'accouchement (mois/année) ..... 0 0 0 0 0 0 .. / 0 0 0 0 0 0 .. 0 0 0 0 0 0 ..
-----------------------------	--

A.2. COMMUNES, SECTIONS DE COMMUNES OU QUARTIERS DE LOGEMENTS SOCIAUX AUPRES DESQUELLES LE MENAGE DESIRE ETRE CANDIDAT A L'ATTRIBUTION D'UN LOGEMENT (LE PRESENT FORMULAIRE SERA EGALEMENT TRANSMIS AUX AUTRES SOCIETES CONCERNEES PAR LA DEMANDE)

o Soit Choix général :

Cinq communes au maximum à classer par ordre de préférence :

⇒ Communes gérées par la SOCIETE DE REFERENCE : \_\_\_\_\_

⇒ Communes gérées par d'autres sociétés : \_\_\_\_\_

o Soit choix plus ciblé :

⇒ Cinq sections de communes ou quartiers de logements sociaux au maximum à classer par ordre de préférence: \_\_\_\_\_

A.3. SOUHAIT CONCERNANT LE LOGEMENT.

Maison, appartement ou duplex		Duplex uniquement	
Maison uniquement		De préférence avec jardin	
Appartement uniquement		De préférence avec garage	
Studio uniquement			

VOLET B (à remplir par la société qui reçoit la candidature)

B.1. DATES (4)					
de dépôt	d'admission	de radiation	de refus	de confirmation	d'attribution
ø / ø / ø	ø / ø / ø	ø / ø / ø	ø / ø / ø	ø / ø / ø	ø / ø / ø

B.2. PRIORITES (5)

Situation vécues par le ménage en termes de logement	Points
Le ménage locataire ou occupant un logement d'insertion ou de transit, dans les 6 derniers mois de sa location ou de son occupation.	5
Le ménage occupant d'une caravane, d'un chalet ou d'un abri précaire, qu'il occupe à titre de résidence principale dans une zone définie par le plan « Habitat permanent », s'il est visé par la phase 1 de ce plan.	5
Le ménage qui est reconnu par le CPAS comme : - Victime d'un événement calamiteux ; - Sans-abri	5
Le ménage locataire qui doit quitter un logement reconnu inhabitable ou surpeuplé, ou ayant fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité, de surpeuplement ou d'expropriation.	4
Le ménage locataire dont le bail est résilié par le bailleur en application de l'article 3 §2 et 3, de la loi du 21 février 1991 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer, modifiée par la loi du 1 <sup>er</sup> mars 1991.	4
Le ménage locataire qui doit quitter un logement situé dans un périmètre de rénovation urbaine communale déterminé réglementairement, pour lequel un compromis de vente a été signé au profit d'une personne morale de droit public.	4
Le ménage occupant d'une caravane, d'un chalet ou d'un abri précaire, qu'il occupe à titre de résidence principale dans une zone non définie par le plan « Habitat permanent » ou dans une zone définie par le plan « Habitat permanent » s'il est visé par la phase 2 de ce plan.	3
Situations personnelles du ménage	
La personne sans abri qui a quitté un logement, dans les trois mois qui précèdent l'introduction de sa candidature, suite à des violences intrafamiliales attestées dans des documents probants (procès-verbal, attestation de foyer ou attestation du C.P.A.S)	5
Ménage dont les revenus n'excèdent pas les revenus modestes et sont issus au moins en partie d'un travail.	4
Le mineur mis en autonomie et encadré par un service d'aide à la jeunesse agréé par la Communauté française ou la Communauté germanophone en application de la réglementation en la matière.	3
Le ménage dont un membre est reconnu handicapé.	3
Le ménage dont un membre ne peut plus exercer d'activité professionnelle à la suite d'une maladie professionnelle reconnue ou d'un accident de travail.	3
Le ménage dont le seul membre au travail a perdu son emploi dans les douze derniers mois	3
Le ménage en état de précarité bénéficiant d'une pension légale en application de la réglementation en la matière.	3
Le bénéficiaire d'une pension de prisonnier de guerre et l'invalidé de guerre.	2
L'ancien prisonnier politique et ses ayants droit.	2
L'ancien ouvrier mineur.	2

B.3. LE LOGEMENT REGLEMENTAIREMENT PROPORTIONNE A LA COMPOSITION FAMILIALE COMPORTE (6) :

1 chambre	2 chambres	3 chambres	4 chambres	5 chambres	6 chambres
Dérogation :	Dérogation :	Dérogation :	Dérogations	Dérogation :	Dérogation :
B.4. LOGEMENT ADAPTE (7) (handicap)				oui	non
B.5. DEROGATION AUX REGLES DE PROPORTIONNALITE (8)					
B.6. REVENU D'ADMISSION (9)					
Revenus :					
Ménage	à revenus modestes	en état de précarité		à revenus moyens	

## B.7. VOIES DE RECOURS (10)

Le candidat locataire qui se sent lésé par une décision de la société peut introduire une réclamation au siège de celle-ci, par envoi recommandé, dans les trente jours qui suivent la notification de la décision. A défaut de réponse dans les trente jours de la réclamation ou en cas de réclamation rejetée, le candidat locataire peut introduire un recours, par envoi recommandé, auprès de la Chambre de recours dont le siège est situé à la Société wallonne du Logement, Rue de l'Écluse 21 à 6000 Charleroi.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ ..

Signature(s) du (des) candidat(s) précédée(s) de la mention « lu et approuvé » :

Ainsi qu'il est prévu par la loi sur la protection de la vie privée, les données à caractère personnel communiquées dans le cadre de la présente candidature et du bail sont traitées à des fins de maintenance des fichiers des candidats. Le candidat marque son accord pour que ces données soient communiquées aux autres sociétés gestionnaires des communes sur lesquelles il a posé un choix.

Le responsable du traitement est la SCRL \_\_\_\_\_, dont le siège est à \_\_\_\_\_.

Vous avez le droit de consulter et de faire corriger les renseignements communiqués comme prévu par la loi du 8 décembre 1992 sur la protection de la vie privée. Il vous appartient de nous communiquer tout élément susceptible de modifier votre dossier de candidature sous peine d'être radié si les informations en notre possession s'avèrent incorrectes ou incomplètes.

Signification des renvois avec références, selon la rubrique, au Code wallon du Logement et à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la location des logements sociaux gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public.

(1) Indiquer :

- C pour la personne célibataire ;
- M pour la personne mariée ou la personne cohabitante ;
- D pour la personne divorcée ;
- S pour la personne séparée ;
- V pour la personne veuve/

(2) Indiquer :

- B pour les ressortissants belges ;
- U pour les ressortissants de l'Union européenne autres que belges ;
- A pour les autres ressortissants.

(3) Indiquer :

- S si s'agit d'un salarié ;
- I si s'agit d'un indépendant ;
- C si s'agit d'une personne percevant des allocations de chômage ;
- P si s'agit d'une personne pensionnée ;
- MU si s'agit d'une personne percevant des revenus de sa mutuelle ou assimilés ;
- MI si s'agit d'une personne percevant le revenu d'intégration sociale.

- (4) Arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, articles 12 à 16.
- (5) Arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, article 17.
- (6) Arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, article 1<sup>er</sup>, 15<sup>o</sup>.
- (7) Code wallon du Logement, article 1<sup>er</sup>, 25<sup>o</sup> : logement dans lequel des travaux ont été effectués en vue de permettre une occupation adéquate par un ménage dont un des membres est handicapé.
- (8) Arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, article 1<sup>er</sup>, 15<sup>o</sup>, alinéa 3.
- (9) Indiquer le revenu (cf. article 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, de l'arrêté) et le type de ménage (Code wallon du Logement, article 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, 29<sup>o</sup>, 30<sup>o</sup>, 31<sup>o</sup>).
- (10) Arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, articles 7 à 11.